

BIENVENUE AUX ENFERS

« Un premier livre est un succès... quand il réactive avec lucidité l'urgence d'une histoire que tout le monde estime bien connaître... Celui de Hayden transmet le point de vue des réfugiés et rappelle les atroces souffrances qu'endurent beaucoup de ceux qui s'efforcent de pénétrer la Forteresse Europe. Il montre également à quel point le *statu quo* dépend d'un choix : celui d'alliances forgées par les dirigeants de l'UE avec des seigneurs de la guerre, des rebelles et des régimes qui bénéficient soit politiquement, soit financièrement des mouvements de populations. »

The Times,
les meilleurs livres politiques de 2022.

« Magistral... les histoires extrêmement personnelles que l'auteur raconte rectifient avec justesse les considérations souvent déshumanisantes des pays riches vis-à-vis des migrants. Il faudrait exiger que les hommes et les femmes politiques de tous bords lisent ce livre inoubliable. »

The Guardian,
les meilleurs livres politiques et historiques de 2022.

SALLY HAYDEN

BIENVENUE AUX ENFERS

À la rencontre des réfugiés
sur les routes les plus meurtrières
de l'immigration

*Traduit de l'anglais (Irlande)
par Morgane Saysana, Sylvie Schneiter
et Guillaume Contré*

BUCHET • CHASTEL

Un best-seller du *Irish Times*
Lauréat du Orwell Prize
Lauréat du Irish Book of the Year
Lauréat du Prix Michel Déon
Finaliste du Baillie Gifford Prize
Finaliste du Moore Prize for Human Rights Writing

Cet ouvrage a été publié avec le soutien de Literature Ireland



Promoting and Translating Irish Writing

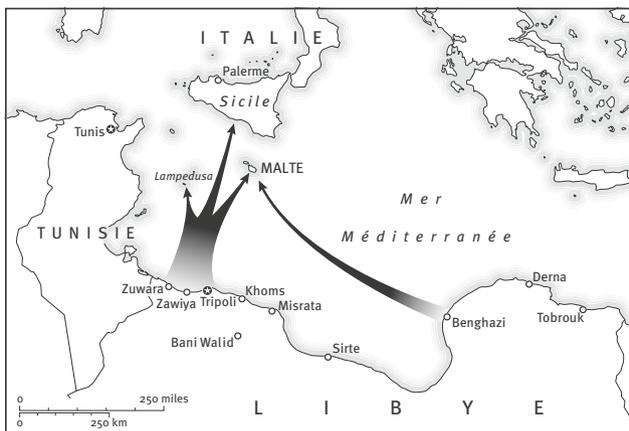
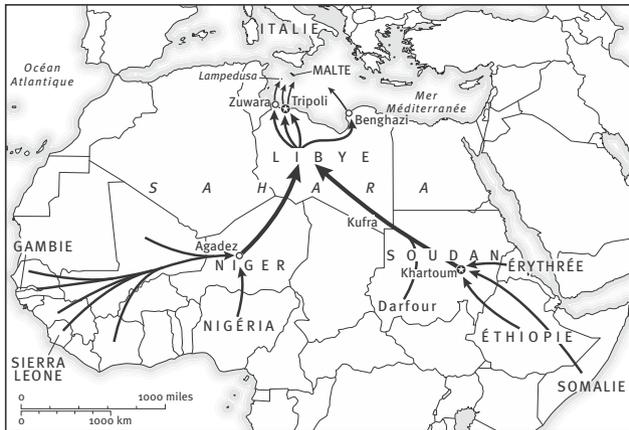
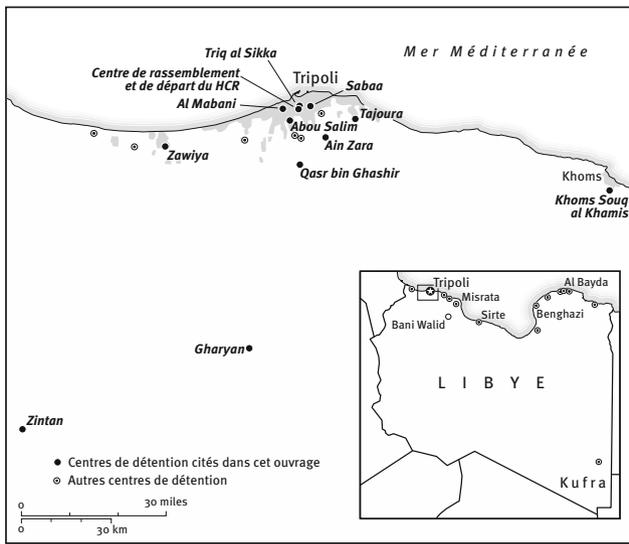
Titre original :
My Fourth Time, We Drowned

Éditeur original :
© 4th Estate, HarperCollins
© Sally Hayden 2022

Et pour la traduction française :
© Buchet/Chastel, Libella, Paris, 2024

ISBN : 978-2-283-03945-8

*Ce livre est dédié aux femmes, aux hommes, aux enfants
qui ont perdu la vie en Libye et en Méditerranée,
à leurs familles qui ont souffert en même temps qu'eux,
aux survivants qui n'oublieront jamais.*



« Je me suis fait prendre trois fois par les garde-côtes libyens : première fois en partant de Qarabully, à l'est de Tripoli ; deuxième fois, de Zawiya ; troisième fois, de Zuwara.

Et la quatrième fois, on s'est noyés.

Et la cinquième fois, je suis arrivé en lieu sûr. »

Réfugié somalien désormais en Europe.

« Les véritables dommages sont le fait de ces millions qui ne veulent que “survivre”. Ces braves gens qui ne demandent qu'à ce qu'on les laisse tranquilles. Ceux qui ne veulent pas que leurs petites vies soient dérangées par quoi que ce soit qui les dépasse. »

SOPHIE SCHOLL,
figure de la résistance allemande contre le nazisme.

« Un jour, j'atteindrai l'Europe et on se rencontrera. Si ça ne se fait pas, j'aimerais que tu écrives un livre où tu racontes mon aventure, car les gens ont besoin de lire cette histoire, pour se divertir. »

Réfugié érythréen en Libye.

Chronologie des événements majeurs et statistiques importantes*

2011 : révolution en Libye, le dictateur Mouammar Kadhafi est assassiné.

Novembre 2015 : l'UE lance le fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique, un énorme pot commun contenant plusieurs milliards d'euros destinés à endiguer l'immigration vers l'Europe¹.

2 février 2017 : l'Italie signe un protocole d'accord avec la Libye, acceptant, par-là même, de collaborer avec la gendarmerie maritime libyenne pour « juguler le flux entrant de migrants clandestins ». L'UE s'engage à verser un montant de près de 100 millions d'euros pour financer la formation et l'équipement des garde-côtes libyens au cours des années à venir².

Août-septembre 2018 : la guerre entre milices rivales éclate à Tripoli.

28 août 2018 : des centaines de réfugiés sont transférés du centre de détention d'Ain Zara à celui d'Abou Salim.

24 octobre 2018 : un réfugié somalien s'immole au centre de détention de Triq al Sikka et succombe à ses brûlures.

Octobre-novembre 2018 : arrêt des soins médicaux lors d'une épidémie de tuberculose au centre de Triq al Sikka.

* Pour accéder à la totalité des notes de l'ouvrage, un QR Code est prévu page 479.

26 février 2019 : un mouvement de contestation à Triq al Sikka se solde par l'isolement de vingt-deux détenus en cellule souterraine, où ils seront torturés.

Mars 2019 : l'UE déclare la crise migratoire « terminée », deux mois en amont des élections parlementaires européennes.

L'UE cesse toute activité de patrouille et de sauvetage en Méditerranée Centrale, mais continue à envoyer des avions et des hélicoptères repérer les canots de réfugiés et aiguiller les garde-côtes libyens vers ces embarcations.

4 avril 2019 : le général Khalifa Haftar, homme fort de l'Est libyen, ordonne à ses troupes, l'Armée nationale libyenne autoproclamée, de marcher sur Tripoli.

23 avril 2019 : assaut du centre de détention pour migrants de Qasr bin Ghashir par des combattants alliés à l'Armée nationale libyenne. Plusieurs détenus trouvent la mort.

Juin 2019 : une rare visite de la mission inter-agences de l'ONU au centre de détention de Zintan confirme que 22 détenus y sont décédés depuis septembre 2018.

2-3 juillet 2019 : bombardement du centre de détention pour migrants de Tajoura. Des dizaines de détenus perdent la vie.

Mars 2020 : l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) des Nations unies annonce le dépassement de la barre des 20 000 morts en mer Méditerranée depuis 2014³.

19 juin 2020 : le Parlement européen adopte une résolution affirmant que « la vie des Noirs compte » (reprise du slogan « *Black Lives Matter* ») en réaction au meurtre de George Floyd, un homme de 46 ans tué par des policiers aux États-Unis.

Juillet 2020 : le pape François compare les centres de détention pour migrants en Libye à des camps de concentration⁴.

Octobre 2020 : signature d'un cessez-le-feu entre les parties belligérantes en Libye.

Mars 2021 : annonce de la création d'un nouveau gouvernement d'unité nationale libyen.

Octobre 2021 : au moins 5 000 réfugiés et migrants raflés lors de raids à Tripoli, puis remis en détention jusqu'à nouvel ordre. Sept personnes ou plus périssent lors de ces attaques ou de tentatives d'évasion ultérieures.

4 octobre 2021 : une mission d'enquête commanditée par le Conseil des Droits l'Homme des Nations unies conclut que « des bases raisonnables laissent croire que des actes de meurtre, d'esclavagisme, de torture, d'emprisonnement, de viol, de persécution et autres sévices inhumains commis contre des migrants sont les ingrédients d'une politique étatique d'agression systématique et répandue à l'encontre de cette population », quelque chose qui « pouvait équivaloir à des crimes contre l'humanité ».

Avril 2022 : le bureau du Procureur de la Cour pénale internationale révèle avoir procédé à une évaluation préliminaire faisant état de nombreuses exactions commises contre des migrants et des réfugiés en Libye, dont les suivantes : « détention arbitraire, homicide, disparition forcée, torture, violences sexuelles et sexistes, enlèvement contre rançon, extorsion de fonds et travail forcé », actes hautement répréhensibles pouvant constituer des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité.

Fabrice Leggeri, directeur de Frontex, l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, démissionne dans un contexte houleux pour la structure, sur la sellette pour ses violations des droits humains.

2 novembre 2022 : renouvellement pour trois ans supplémentaires du protocole d'accord signé entre l'Italie et la Libye visant à endiguer l'immigration. Cette reconduction est entérinée nonobstant les protestations et objections formulées par un certain nombre d'associations caritatives, d'associations de défense des droits humains et par les trois principaux syndicats italiens⁵.

Arrivées en Italie par voie maritime (avec départ depuis la Tunisie pour certains)⁶

2014 : 170 100

2015 : 153 842

2016 : 181 436

2017 : 119 369

2018 : 23 370

2019 : 11 471

2020 : 34 154

2021 : 67 477

2022 : **105 131**

2023 (jusqu'au 10 décembre) : 153 053

Nombre de personnes interceptées/secourues par les garde-côtes libyens en mer Méditerranée

2017 : 19 452⁷ (chiffre au 12 décembre 2017)

2018 : 14 949⁸

2019 : 9 035⁹

2020 : 11 891¹⁰

2021 : 32 425¹¹

2022 : 24 684

2022 : 24 684

Total : 112 436

2023 (jusqu'au décembre) : 15 383

Total : 127 819

Nombre de personnes noyées en Méditerranée Centrale¹³ (on s'accorde à dire que ces chiffres sont sous-estimés)

2014 : 3 165

2015 : 3 149

2016 : 4 581

2017 : 2 853

2018 : 1 314

2019 : 1 262

2021 : 1 567

2022 : 1 417

2023 (jusqu'au 6 décembre) : 2 210

Toutes les notes de cet ouvrage
sont accessibles grâce au QR Code
qui se trouve à fin du livre, page 479.

Prologue

Cette carte SIM, c'est toute notre vie

Le dimanche 26 août 2018, je flânais sur Netflix, dans une chambre en sous-location au nord de Londres, lorsque j'ai reçu un message *via* Facebook. « Bonjour, sœur Sally, nous avons besoin de votre aide, disait-il. Nous sommes dans mauvaises conditions dans prison libyenne. Si vous avez le temps, je vous raconterai toute l'histoire. »

Bien entendu, cela me semblait absurde. Comment une personne située à des milliers de kilomètres de moi aurait-elle pu avoir connaissance de mon nom ? Comment ces gens pouvaient-ils être en possession d'un téléphone en état de marche s'ils étaient séquestrés ? Malgré mon scepticisme, je me suis hâtée de répondre pour voir quelle tournure prendrait la discussion.

« Navrée de lire ceci, ai-je écrit. Oui, j'ai le temps, bien sûr, mais je ne pense pas pouvoir vous être d'un grand secours, malheureusement. »

Nous avons échangé nos numéros WhatsApp.

L'expéditeur m'a expliqué que son frère avait découvert mon travail de journaliste au Soudan, un pays d'Afrique du Nord limitrophe de la Libye, puis retrouvé mes coordonnées sur Internet. Il en avait besoin parce qu'il était pris au piège à Ain Zara, un centre de détention pour migrants à Tripoli, capitale de la Libye, au côté de centaines d'autres réfugiés. Les hostilités avaient éclaté autour d'eux. Dehors, de la fumée s'élevait au-dessus des murs. Ils regardaient la ville se consumer, partir en flammes.

Les Libyens à la tête d'Ain Zara, leurs tortionnaires depuis des mois, avaient déserté lorsque le bruit des heurts s'était rapproché. On ne sut jamais vraiment si les gardiens – la « police », ainsi que les réfugiés les désignaient – avaient quitté les lieux

pour fuir ou pour rejoindre les affrontements : nombre d'entre eux soutenaient les combattants, tandis que d'autres étaient tout simplement des jeunes types apeurés ou arrogants qui s'étaient engagés par nécessité de travailler, parce qu'ils maniaient les armes avec aisance et avaient flairé la possibilité d'arrondir les fins de mois en exploitant les autres. Il restait encore des femmes enceintes et des enfants à l'intérieur du bâtiment. Enfermés dans un grand hangar depuis des mois, les hommes avaient défoncé la porte qui le scindait en deux. Le groupe serait, espéraient-ils, plus en sécurité s'ils restaient tous ensemble.

« On voit des balles fuser au-dessus de nos têtes et des armes lourdes dans la rue », a écrit mon nouveau contact avant de m'envoyer des photos datant du jour même, affirmait-il. Sur l'une d'elles, prise à travers une vitre, on apercevait des véhicules équipés de canons antiaériens stationnés devant le portail du centre. Il envoya également une photo de lui-même : un homme de vingt-huit ans à l'air émacié assis à même le sol avec trois enfants en bas âge.

Tout le monde à l'intérieur du bâtiment était désarmé, sans défense : décharnés par des mois à ne manger qu'un repas par jour, voire aucun, parfois leurs corps portaient les stigmates de la torture et des passages à tabac infligés à la fois par les gardiens qui venaient de quitter le navire et les passeurs qui les avaient séquestrés pendant des mois, des années, même, avant leur arrivée à Ain Zara. Cette guerre qui faisait rage dehors, ils l'avaient vue venir depuis longtemps, et ils avaient besoin d'aide, sous n'importe quelle forme, même celle d'une journaliste dans un pays lointain au champ d'action très limité.

« S'il y a une agence des Nations unies pour les réfugiés ou des associations de défense des droits humains pas loin de chez vous, prenez contact avec eux. Depuis hier, nous n'avons rien mangé, m'apprit un message. Si vous avez une page, publiez un post pour alerter sur la situation. » Il se disait originaire d'Érythrée, pays de la Corne de l'Afrique sous le joug d'une dictature répressive où les citoyens sont soumis à un service militaire interminable. Il avait traversé clandestinement deux frontières, réchappé à un kidnapping



Une des premières photos
que m'ont envoyées les réfugiés détenus à Ain Zara,
en août 2018.

par des trafiquants, et parcouru près de trois mille kilomètres pour rallier la Libye.

Comme tous ses compagnons d'infortune, l'homme avait ensuite tenté de franchir la Méditerranée pour atteindre l'Europe, mais s'était fait attraper puis incarcérer. À présent, leur situation était critique. Ils étaient des centaines de détenus à se partager un téléphone, qu'ils dissimulaient depuis des mois. Selon mon interlocuteur, le mobile lui avait été remis par un passeur pour qu'il l'emporte à bord du canot pneumatique afin de pouvoir appeler les secours quand la frêle embarcation se mettrait inéluctablement à couler. La responsable de leurs tourments, c'était l'Union européenne : c'était elle qui les avait refoulés.

J'ai consacré les vingt-quatre heures suivantes à faire tout mon possible pour m'assurer de la véracité de son histoire.

Je lui ai demandé des photos de ce qu'il voyait autour de lui, des selfies, des coordonnées GPS et celles des membres

de sa famille. Mes contacts en Libye m'ont confirmé que la banlieue dont l'homme parlait était bien le théâtre d'affrontements.

Je l'ai appelé à de nombreuses reprises.

À mesure que je lui tirais les vers du nez, mon interlocuteur me relata comment, déjà, avant que les hostilités dégénèrent, les détenus étaient régulièrement délogés du centre de détention et forcés à travailler en tant qu'esclaves dans les demeures de riches Libyens. Les femmes étaient violées et les chrétiens la cible de sévices particuliers : violemment rudoyés tandis qu'on leur arrachait leurs crucifix portés en pendentifs. Certains matins, vers 3 h 00, les gardes armés libyens convoquaient des centaines de détenus pour les « compter », les contraignant, par sadisme, à rester debout dans le froid des heures durant. Ils n'en avaient probablement pas conscience, mais ce châtiment faisait écho à l'« *Appellplatz* », l'appel auquel se livraient les nazis dans les camps de concentration, au petit jour, un sinistre rituel visant à intimider et humilier les prisonniers.

L'ONU avait beau prétendre que son personnel avait un droit d'accès régulier aux centres, cela n'était visiblement pas le cas. Certains détenus, qui avaient fui la guerre ou la dictature, n'étaient même pas immatriculés en tant que réfugiés. Leur nom ne figurait donc sur aucune liste. Ils étaient terrifiés à l'idée d'être vendus et de retomber aux mains des passeurs qui torturent les migrants jusqu'à extorquer de copieuses rançons à leurs familles. Ils me suppliaient de venir à leur secours.

Je venais de m'engouffrer par inadvertance dans les arcanes d'une catastrophe humanitaire d'une ampleur phénoménale.

Il y avait huit femmes enceintes et une vingtaine de bébés et d'enfants en bas âge au sein du groupe d'Ain Zara. Tandis que l'homme et moi nous entretenions au téléphone, des bombes explosaient non loin de lui et j'entendais leurs cris stridents.

Tout le monde est perturbé, maintenant, et ça ne fait qu'empirer... Regardez les femmes et les enfants... Vous pouvez poster cette vidéo pour que les Européens ils sachent.

Prise de frénésie, j'ai cherché désespérément une réponse. J'ai pris contact avec les Nations unies et avec des associations humanitaires internationales implantées en Libye, mais on m'a opposé qu'il serait trop risqué pour leurs équipes d'intervenir (« En Libye, à l'heure actuelle, tout le monde est en danger... la situation est compliquée », me répondit un travailleur humanitaire, attestant un pragmatisme cruel auquel j'allais me heurter à maintes reprises). J'ai écrit des e-mails à des rédacteurs en chef pour leur demander s'ils accepteraient de publier un reportage sur le sujet, mais j'étais pigiste et, comme bien souvent dans ce cas-là, ça ne se bousculait pas au portillon.

Un sentiment d'isolement et d'impuissance me poussa à publier sur Twitter des captures d'écran de mes échanges avec les réfugiés, qui furent très vite relayées, si bien qu'elles finirent par récolter des dizaines, puis des centaines de milliers de vues. En quelques mois, leurs paroles allaient toucher des millions d'internautes.

Nous n'avons rien à manger, rien à boire. Les petits pleurent. Nous souffrons, surtout les enfants. Nous n'avons pas dormi depuis deux jours. Nous attendons un miracle ou quelque chose comme ça. Dites-leur que les gens sont en train de mourir, ici.

À partir de ce moment-là, le temps est devenu élastique, réparti entre nuits blanches et journées éprouvantes séquencées en un nombre incalculable de moments hasardeux. Je ne mettais presque plus le nez dehors, cantonnée à ma chambre sommaire en sous-location, sauf quand un taxi passait me prendre pour une interview à la télévision ou la radio, des producteurs de la BBC ayant eu vent de mes posts sur Twitter. Si, sur la toile, on assistait à une avalanche de retweets, de likes et de partages, à Ain Zara rien n'avait changé. Les

réfugiés éteignaient le téléphone pour économiser la batterie, le silence soudain rompu par une flopée de messages dès qu'il y avait du nouveau. Des cars finirent par arriver. Le salut, enfin, pour les détenus ? Au début, nous ignorions s'ils étaient dépêchés par les autorités ou conduits par des passeurs (j'apprendrais par la suite qu'il n'était pas toujours facile de distinguer l'un de l'autre). Des hommes armés en uniforme annoncèrent qu'ils emmenaient les détenus vers un autre endroit situé plus en retrait de la ligne de front. Pour l'instant, du moins.

Puis, une cinquantaine d'heures après le premier message de cette série, j'ai pu suivre leur itinéraire en direct sur WhatsApp tandis que le téléphone de mon interlocuteur se frayait lentement un chemin à travers la ville. Je me suis servie de ces données pour renseigner les réfugiés sur l'endroit où ils se trouvaient.

« Sur votre gauche, vous allez voir l'Université de Tripoli », ai-je écrit, je m'en souviens. À quoi ils avaient répondu avec enthousiasme une fois en vue la façade moderne de l'établissement. Parmi les passagers de ce car, beaucoup n'avaient jamais vu la ville de jour auparavant.

Le véhicule et ses occupants ont atteint un autre bâtiment collectif. Craignant d'avoir été transféré dans le repaire d'un trafiquant, mon contact principal m'a demandé s'il s'agissait d'un centre de détention régi par le gouvernement libyen basé à Tripoli. De mon côté, j'ai envoyé un e-mail à mes sources au sein de l'ONU, qui me l'ont confirmé.

Il s'y trouvait déjà environ soixante-dix autres détenus, déplacés depuis un autre établissement. Des employés de l'Organisation Internationale pour les Migrations chapeauté par l'ONU (attifés de vestes fluorescentes aux logos tout aussi criards) se matérialisèrent pour distribuer de l'eau. Eux aussi m'écriraient par la suite pour m'assurer que tout était sous contrôle.

Vers minuit, les réfugiés en captivité eurent droit à du gâteau et du yaourt : leur première collation depuis des jours. « Allez dormir, vous en avez déjà fait assez, vous aussi. Vous avez tout suivi depuis le début », disaient les derniers messages

reçus cette nuit-là. « Les autres vous remercient infiniment. Ils disent : “Laisse-la se reposer”. Dieu vous bénisse. »

Que représente votre téléphone à vos yeux ? Est-ce un moyen de papoter avec des amis ou d'écumer les sites de rencontre ? Êtes-vous amateur de selfies, de mémos vocaux ou de photos sur Snapchat ? Est-ce une source d'information vitale ? Vous a-t-il déjà sauvé la vie ?

Que représenterait-il à vos yeux si vous étiez incarcéré, si son petit écran devenait votre seule fenêtre sur le monde extérieur ? Si vous deviez passer des mois, voire des années, dans le même bâtiment, privé de cet objet, comment le vivriez-vous ? Seriez-vous capable de partager un portable avec cinq cents autres ? Prendriez-vous le risque de subir la torture pour le conserver ? Feriez-vous fi d'un repas pour acheter des données mobiles, sachant que vous mourriez de faim sans nourriture, mais que vous pourriez disparaître à jamais sans la possibilité d'envoyer un message de détresse ?

Quelle impression est-ce que cela fait de voir *via* Facebook Messenger des innocents abattus d'une balle ? Que ressentiriez-vous s'il vous fallait écouter leurs voix de plus en plus balbutiantes à mesure qu'ils dépérissaient tant sur le plan moral que physique ? J'étais en passe de le découvrir.

Au début, j'ai cru que ces tout premiers contacts en Libye étaient une anomalie, qu'ils avaient fait les frais d'un incident isolé, victimes d'un cas de négligence exceptionnel. Une fois ces personnes tirées d'affaire, me disais-je, ma mission serait accomplie. Je me trompais. En l'espace de quelques jours, un nombre croissant de réfugiés en détention se mirent à me contacter. Ils avaient obtenu mon numéro par des amis ou avaient vu mes publications sur les réseaux sociaux. Ils m'envoyaient des messages sur Twitter et WhatsApp. Les similitudes entre leurs histoires faisaient froid dans le dos.

Je n'allais pas tarder à apprendre qu'à l'époque, en Libye, environ six mille personnes étaient emprisonnées pour une durée indéterminée, dans plus de vingt centres de détention dits « officiels » pour migrants. Sur le papier, ces établissements étaient gérés par le ministère libyen en charge de la

Lutte contre l'immigration clandestine (le *Department for Combating Illegal Migration, DCIM*), associé au Gouvernement d'Entente nationale basé à Tripoli – l'un des deux gouvernements se disputant le pouvoir dans ce pays fébrile d'Afrique du Nord. En réalité, le gouvernement de Tripoli manquait de poigne et était porté à bout de bras par une ribambelle de milices sévissant en toute impunité.

La majorité des personnes en captivité avaient déjà tenté de rallier l'Europe, mais s'étaient fait attraper en mer, sur la Méditerranée. Des recherches plus poussées m'ont appris que dans l'optique d'endiguer les traversées clandestines, l'UE s'était engagée à investir pas loin de 100 millions d'euros dans la gendarmerie maritime libyenne¹. On encourageait les marins libyens – d'anciens passeurs, pour beaucoup – à quadriller la Méditerranée afin d'intercepter les embarcations de réfugiés. Cela permettait aux autorités européennes de contourner le droit international, selon lequel il est interdit de renvoyer des ressortissants dans des pays où leurs vies seraient en danger. Entre 2017 et l'été 2022, plus de cent mille hommes, femmes et enfants furent capturés en mer et contraints de retourner en Libye. La plupart d'entre eux furent ensuite emprisonnés, officiellement pour leur présence illégale sur le sol libyen, mais en l'absence de procès, il n'existait aucun chef d'accusation ni le moindre moyen de contester leur incarcération.

Certains captifs avaient vu des amis s'évader des centres où ils étaient enfermés, pour se faire tuer dans la foulée par les milices en patrouille dans les rues. D'autres avaient été abattus en tentant de fuir. Ils me racontèrent comment la tuberculose ôtait des vies, tandis que la malnutrition maintenait les victimes gisantes et inertes à même le sol. Ils me décrivirent des détenus retranchés dans le mutisme depuis qu'ils avaient perdu la tête sous l'effet de l'angoisse et du désespoir, passant leur temps à se balancer d'avant en arrière, les genoux serrés de leurs bras. M'envoyèrent des vidéos de torture où des proches se faisaient violenter par des passeurs impitoyables espérant extorquer une rançon aux familles. Ils avaient l'impression d'avoir été abandonnés par les Nations

unies et maudissaient l'Union européenne pour son refus de reconnaître que les réfugiés étaient des humains, eux aussi.

Durant toutes ces péripéties, mes interlocuteurs dissimulèrent leurs téléphones avec précaution, implorant des amis hors les murs de renouveler leur crédit pour qu'ils puissent se connecter à Internet, chargeant en catimini les batteries lors des rares occasions où ils avaient accès à l'électricité. « Cette carte SIM, c'est toute notre vie », expliqua l'un d'entre eux. Par dizaines et même par centaines, ils s'amassaient autour d'un mobile pour rédiger des messages tous ensemble, se livrant à de scrupuleuses délibérations pour s'accorder sur la meilleure façon de décrire leur situation. Chaque mot envoyé était un précieux appel au secours. La possibilité de sensibiliser l'opinion publique à leur calvaire était peut-être la seule leur d'espoir qu'il leur restait.

Au cours de mon travail d'enquête, j'ai trouvé une multitude de moyens de vérifier les informations fournies, et je tiens à exprimer ma reconnaissance envers tous ceux qui m'y ont aidé sans qu'on puisse les identifier. Au fil du temps, je me suis forgé un dense maillage de sources dans chaque centre de détention. Le présent ouvrage puise dans une série d'entretiens avec des centaines de réfugiés et de migrants qui se sont retrouvés bloqués en Libye depuis que l'UE s'est mise à subventionner les interceptions, en 2017. Je me suis également tissé un vaste réseau parmi les travailleurs humanitaires sur place et à l'international, qui avaient envie de parler, mais ne pouvaient le faire à visage découvert sous peine de perdre leur emploi. Une grande partie de leurs propos n'ont pu être divulgués, à l'époque, pour des raisons de sécurité. Ma mission n'était donc pas de publier des articles, mais de faire passer des informations entre des réfugiés maintenus en captivité et les organisations humanitaires ou les agences des Nations unies censées leur venir en aide. Contre toute attente, la distance géographique entre la Libye et mon domicile fut précisément la raison qui poussa les réfugiés à m'accorder leur confiance.